

**MINISTÈRE DE LA JUSTICE
ET MINISTÈRE DES FINANCES**

F. 93 — 2032

**4 AOUT 1993. — Arrêté ministériel
portant approbation du règlement d'ordre intérieur
de la cellule de traitement des informations financières**

Le Ministre de la Justice,

Le Ministre des Finances,

Vu la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux, notamment l'article 11;

Vu l'arrêté royal du 11 juin 1993 relatif à la composition, à l'organisation, au fonctionnement et à l'indépendance de la cellule de traitement des informations financières, notamment l'article 11,

Arrêtent :

Article 1er. Le règlement d'ordre intérieur de la cellule de traitement des informations financières, annexé au présent arrêté, est approuvé.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 4 août 1993.

Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

Le Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT

Annexe

**Règlement d'ordre intérieur
de la cellule de traitement des informations financières**

1. La cellule de traitement des informations financières, ci-après dénommée la cellule, se réunit sur convocation du président aussi souvent que sa mission l'exige et au moins une fois tous les mois. Le président convoque la cellule chaque fois que deux membres le demandent.

2. La cellule se réunit sur le territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale; le président a toutefois la faculté de fixer un autre lieu de réunion.

3. La convocation mentionne les divers points à l'ordre du jour. Les pièces et documents concernant les points figurant à l'ordre du jour doivent être envoyés aux membres au moins deux jours avant la séance, sauf en cas d'urgence dont l'appréciation est laissée au président.

4. L'ordre du jour est établi par le président. Lorsqu'un membre de la cellule en fait la demande, tout objet de la compétence de la cellule est porté à l'ordre du jour. Tout point non prévu à l'ordre du jour ne peut être mis en discussion si la majorité des membres s'y oppose.

5. Le président ouvre et clôture les séances de la cellule. Il dirige les débats et dispose de tous les pouvoirs nécessaires à cet effet. En cas d'empêchement du président, l'assemblée est présidée par l'un des présidents suppléants.

6. Sans préjudice de l'article 5 de l'arrêté royal du 11 juin 1993 relatif à la composition, à l'organisation, au fonctionnement et à l'indépendance de la cellule de traitement des informations financières, le processus de décision de la cellule est réglée comme suit :

La cellule ne peut délibérer que si les deux tiers de ses membres dont le président ou l'un des présidents suppléants sont présents.

Un membre empêché d'assister à la réunion ne peut donner mandat à un de ses collègues.

La cellule prend ses décisions à la majorité simple des voix des membres présents à la réunion. En cas de partage de voix, celle du président ou, en son absence, de celui qui préside la séance est prépondérante.

7. Le vote a lieu au scrutin secret à la demande de la majorité des membres présents.

En cas de contrariété d'intérêt, le membre concerné est tenu d'en prévenir la cellule et de faire mentionner cette déclaration au procès-verbal de la séance. Il ne peut prendre part à la délibération ni au vote.

8. Il est dressé procès-verbal des réunions de la cellule. Ce procès-verbal est présenté à l'approbation de la cellule lors d'une séance suivante.

**MINISTERIE VAN JUSTITIE
EN MINISTERIE VAN FINANCIËN**

N. 93 — 2032

**4 AUGUSTUS 1993. — Ministerieel besluit
tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement
van de cel voor financiële informatieverwerking**

De Minister van Justitie,

De Minister van Financiën,

Gelet op de wet van 11 januari 1993 tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld, inzonderheid op artikel 11;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 juni 1993 inzake de samenstelling, de organisatie, de werking en de onafhankelijkheid van de cel voor financiële informatieverwerking, inzonderheid op artikel 11,

Besluiten :

Artikel 1. Het bij dit besluit gevoegde huishoudelijk reglement van de cel voor financiële informatieverwerking is goedgekeurd.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 4 augustus 1993.

De Minister van Justitie,
M. WATHELET

De Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT

Bijlage

**Huishoudelijk reglement
van de cel voor financiële informatieverwerking**

1. De cel voor financiële informatieverwerking, hierna de cel genoemd, vergadert op bijeenroeping van de voorzitter, zo dikwijls als haar opdracht het vereist en minstens éénmaal per maand. De voorzitter roept de cel bijeen telkens twee leden dit aanvragen.

2. De cel vergadert op het grondgebied van het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad; de voorzitter heeft nochtans de mogelijkheid een andere vergaderplaats aan te duiden.

3. De uitnodiging vermeldt de verschillende punten van de agenda. De stukken en documenten met betrekking tot de punten die op de agenda staan, moeten minstens twee dagen vóór de zitting aan de leden worden verzonden, behalve in dringende gevallen waarover de voorzitter oordeelt.

4. De agenda wordt door de voorzitter opgesteld. Op aanvraag van een lid van de cel, wordt elk onderwerp dat binnen de bevoegdheid van de cel valt, op de agenda geplaatst. Elk punt dat niet op de agenda staat kan niet worden besproken indien de meerderheid van de leden zich daartegen verzet.

5. De voorzitter opent en besluit de zitting van de cel. Hij leidt de debatten en beschikt hiertoe over de nodige macht. Wanneer de voorzitter verhinderd is, wordt de vergadering voorgezeten door één van de plaatsvervangende voorzitters.

6. Onverminderd artikel 5 van het koninklijk besluit van 11 juni 1993 inzake de samenstelling, de organisatie, de werking en de onafhankelijkheid van de cel voor financiële informatieverwerking is de besluitvorming in de cel geregeld als volgt :

De cel kan slechts beraadslagen wanneer twee derden van haar leden, onder wie de voorzitter of één van de plaatsvervangende voorzitters, aanwezig zijn.

Een lid dat verhinderd is de vergadering bij te wonen mag geen volmacht verlenen aan één van zijn collega's.

De besluiten van de cel worden genomen bij eenvoudige meerderheid van stemmen van de op de vergadering aanwezige leden. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter of, bij zijn afwezigheid, van diegene die de vergadering voorziet, doorslaggevend.

7. De stemming is geheim op vraag van de meerderheid van de aanwezige leden.

Bij belangentegenstelling moet het betrokken lid de cel daarvan verwittigen en deze verklaring in de notulen van de vergadering laten opnemen. Hij mag noch aan de beraadslaging noch aan de stemming deelnemen.

8. Er worden notulen opgemaakt van de vergaderingen van de cel. Deze notulen worden ter goedkeuring van de cel voorgelegd bij een eerstvolgende zitting.

9. Le président veille à :

- a) la préparation et l'étude des dossiers soumis à la cellule;
- b) la rédaction du procès-verbal des réunions de la cellule;
- c) l'exécution des décisions de la cellule.

Il assure de manière générale les relations extérieures.

Le président représente la cellule dans tous actes judiciaires et extrajudiciaires, sans préjudice des articles 14 et 15.

10. La cellule détermine les règles de déontologie applicables à son personnel.

11. La cellule peut habiliter un ou plusieurs de ses membres ou un ou plusieurs membres du personnel du secrétariat qui sont chargés de l'assistance des experts en matière financière, aux fins de demander des renseignements aux organismes financiers et personnes visés à l'article 2 de la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou de prendre connaissance sur place des documents visés à l'article 9, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 11 juin 1993 relatif à la composition, à l'organisation, au fonctionnement et à l'indépendance de la cellule de traitement des informations financières.

12. Le bureau est chargé de l'organisation des activités et de la gestion journalière de la cellule.

Le bureau prend en vue du bon fonctionnement de la cellule toutes dispositions d'organisation intérieure. Le bureau veille à la préparation du budget et du rapport annuel sur les frais de fonctionnement.

Il est dressé procès-verbal des réunions du bureau. Ce procès-verbal est présenté à l'approbation du bureau au cours d'une séance suivante.

13. Le bureau engage, sous contrat de travail, le personnel du secrétariat, fixe les appointements de celui-ci et se prononce sur le détachement de personnel auprès de la cellule.

Le bureau dirige le personnel du secrétariat et organise le travail.

14. Le bureau peut, sans préjudice des articles 5 et 6 de l'arrêté royal du 11 juin 1993 relatif à la composition, à l'organisation, au fonctionnement et à l'indépendance de la cellule de traitement des informations financières et de l'article 11 du présent règlement, conférer, dans les limites de ses compétences visées aux articles 12 et 13 du présent règlement, des pouvoirs individuellement ou conjointement à l'un ou plusieurs de ses membres ou à l'un ou plusieurs des membres du personnel du secrétariat. Ces pouvoirs sont limités dans le temps et peuvent être retirés en tout temps.

15. Sont habilités à signer :

- le président ou l'un des présidents suppléants pour l'exécution des décisions prises en application de la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux;

- un des membres de la cellule qui agit dans le cadre de la délégation visée à l'article 6 de l'arrêté royal du 11 juin 1993 relatif à la composition, à l'organisation, au fonctionnement et à l'indépendance de la cellule de traitement des informations financières;

- le président ou un membre de la cellule ou les membres du personnel du secrétariat désignés à cet effet pour accuser réception des informations transmises en exécution des articles 12 et 14 de la loi du 11 janvier 1993;

- le président ou l'un des présidents suppléants dans le cadre des pouvoirs visés par l'article 9 du présent règlement;

- les membres de la cellule ou les membres du personnel du secrétariat agissant dans le cadre de l'habilitation visée à l'article 11 du présent règlement;

- les membres du bureau dans le cadre des pouvoirs visés par les articles 12, 13, 1er alinéa, et 14 du présent règlement;

- les membres du personnel du secrétariat dans le cadre des pouvoirs qui leur sont conférés en vertu de l'article 14 du présent règlement.

16. Les jetons de présence sont liquidés aux membres qui assistent effectivement aux réunions de la cellule ou du bureau, le procès-verbal faisant foi. Les frais de déplacement sont remboursés aux membres qui remplissent les formalités requises à cet effet.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 4 août 1993.

Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

Le Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT

9. De voorzitter staat in voor :

- a) de voorbereiding en de studie van de dossiers die aan de cel worden voorgelegd;
- b) het opstellen van de notulen van de vergaderingen van de cel;
- c) de uitvoering van de beslissingen van de cel.

Hij verzekert in het algemeen de betrekkingen naar buiten toe.

De voorzitter vertegenwoordigt de cel in alle rechts- en buitengerechtelijke handelingen, onverminderd de artikelen 14 en 15.

10. De cel bepaalt de deontologische regels die voor haar personeel gelden.

11. De cel kan één of meer van haar leden of één of meer personeelsleden van het secretariaat die belast zijn met het bijstaan van de financiële deskundigen, ertoe machtigen inlichtingen te vragen aan de financiële instellingen en personen bedoeld in artikel 2 van de wet van 11 januari 1993 tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld, of ter plaatse kennis te nemen van de stukken bedoeld in artikel 9, eerste lid, van het koninklijk besluit van 11 juni 1993 inzake de samenstelling, de organisatie, de werking en de onafhankelijkheid van de cel voor financiële informatieverwerking.

12. Het bureau is belast met de organisatie van de werkzaamheden en met het dagelijks bestuur van de cel.

Met het oog op de goede werking van de cel neemt het bureau alle maatregelen van interne organisatie. Het bureau zorgt voor de voorbereiding van de begroting en het jaarverslag over de werkingskosten.

Er worden notulen opgemaakt van de vergaderingen van het bureau. Deze notulen worden ten goedkeuring van het bureau voorgelegd bij een eerstvolgende zitting.

13. Het bureau werft op grond van een arbeidsovereenkomst het personeel van het secretariaat aan, bepaalt zijn bezoldiging en spreekt zich uit over de detachering van personeel bij de cel.

Het bureau leidt het personeel van het secretariaat en organiseert het werk.

14. Onverminderd de artikelen 5 en 6 van het koninklijk besluit van 11 juni 1993 inzake de samenstelling, de organisatie, de werking en de onafhankelijkheid van de cel voor financiële informatieverwerking en de onafhankelijkheid van de cel voor financiële informatieverwerking en artikel 11 van dit reglement, kan het bureau binnen zijn bevoegdheden, bedoeld in de artikelen 12 en 13 van dit reglement, afzonderlijk of gezamenlijk bevoegdheden verlenen aan één of meer van zijn leden of aan één of meer personeelsleden van het secretariaat. Deze bevoegdheden zijn in de tijd beperkt en kunnen op gelijk welk ogenblik worden ingetrokken.

15. Zijn ertoe gemachtigd te ondertekenen :

- de voorzitter of één van de plaatsvervangende voorzitters voor de uitvoering van de beslissingen genomen met toepassing van de wet van 11 januari 1993 tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld;

- één van de leden van de cel die optreedt in het kader van de delegatie bedoeld in artikel 6 van het koninklijk besluit van 11 juni 1993 inzake de samenstelling, de organisatie, de werking en de onafhankelijkheid van de cel voor financiële informatieverwerking;

- de voorzitter of een lid van de cel of de daartoe aangestelde personeelsleden van het secretariaat om de ontvangst te bevestigen van de kennisgevingen gedaan ter uitvoering van de artikelen 12 en 14 van de wet van 11 januari 1993;

- de voorzitter of één van de plaatsvervangende voorzitters in het raam van de bevoegdheden bedoeld in artikel 9 van dit reglement;

- de leden van de cel of de personeelsleden van het secretariaat die optreden in het kader van de machtiging bedoeld in artikel 11 van dit reglement;

- de leden van het bureau in het kader van de bevoegdheden bedoeld in de artikelen 12, 13, eerste lid, en 14 van dit reglement;

- de personeelsleden van het secretariaat in het kader van de bevoegdheden die hun krachtens artikel 14 van dit reglement worden verleend.

16. De presentiegelden worden uitgekeerd aan de leden die daadwerkelijk de vergaderingen van de cel of van het bureau bijwonen, waarvan het bewijs wordt geteeld door de notulen. De verplaatsingskosten worden terugbetaald aan de leden die de daartoe vereiste formaliteiten vervullen.

Gezien om goedgekeurd te worden bij het ministerieel besluit van 4 augustus 1993.

De Minister van Justitie,
M. WATHELET

De Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT